MAIRIE D'IZON

CONSEIL MUNICIPAL DU 3 OCTOBRE 2024

M. DE LAUNAY : Bien. Bonsoir, tous. Gros Conseil municipal. J'ouvre la séance. Je désigne Clément MEZERGUE pour être secrétaire de séance.

Absents excusés ayant donné délégation de pouvoir : Audrey COMBIER a donné pouvoir à Serge FLAHAUT ; Philippe GIRARD a donné pouvoir à Joël MASSY ; Frédéric MALVILLE a donné pouvoir à Sophie CARRERE ; Marilyn GUIRIEC a donné pouvoir à Virginie VIDORRETA ; Chantal CARO à Anne-Marie SARRAZIN ; et Brigitte NABET-GIRARD à moi-même.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 27 juin 2024

M. DE LAUNAY : Y a-t-il des remarques au sujet du procès-verbal de la dernière séance du Conseil, du côté d'Au Cœur d'Izon ? C'est impeccable.

Bonsoir, Natacha, merci du retard. Prévenu, prévenu.

Le procès-verbal est donc approuvé. Les registres vont circuler pour signature. Je vous remercie.

Le procès-verbal du 27 juin 2024 est adopté.

M. DE LAUNAY : Et donc j'attaque ce Conseil municipal d'abord par quelques mots d'information. Je me sens obligé de le faire compte tenu de l'actualité, au sujet de la fermeture donc du Pont du Bois, qui me pourrit la vie depuis deux semaines. Bon, vous savez que c'était un pont qui était en fin de vie, qui date du XIXe siècle, qui appartient au Département ; qui a donc décidé, le Département, sa fermeture définitive en raison d'un danger grave, d'un danger grave, voire imminent, puisqu'il y a une cavité à l'intérieur qui s'est creusée et ce pont n'est plus empruntable. On a organisé une réunion publique en urgence le 17 septembre, à laquelle les Izonnais ont répondu en masse. C'était une réunion assez houleuse, assez tendue. Je n'ai pas passé un bon moment, personnellement. Je ne m'attendais pas à ce que ça se passe bien, mais c'est une réunion au cours de laquelle les mécontentements se sont exprimés avec beaucoup de vigueur, voilà. Bon, je le comprends. Évidemment, comme tous les Izonnais, moi-même je souffre de la fermeture de ce pont puisque je l'emprunte, je l'empruntais, pardon, plusieurs fois par jour. Et j'en subis par ailleurs les conséquences, puisque je suis le maire et, bien que je n'y sois pour rien, évidemment je suis en première ligne et donc je prends en pleine face le mécontentement des Izonnais. Et ils le manifestent parfois sans égards, pour ne pas dire de manière très irrespectueuse.

Qu'est-ce que je peux dire sur la fermeture de ce pont ? J'en subis les conséquences pires que les autres. Les élus en subissent les conséquences pires que les autres. Inévitablement, on a dû mettre en place des déviations. On a expérimenté et on continue d'expérimenter certains changements de réglementation, on va le dire comme ça. Évidemment, ça perturbe les habitudes des uns et des autres et ça génère, une fois encore, beaucoup de mécontentement voire de colère. Des sens interdits sauf riverains ont été installés, je sais qu'ils sont mal vécus par à peu près toute la population, pas toujours respectés. On va voir, hein, c'est une expérience, on va voir. On se laisse encore quelque temps pour voir comment ça fonctionne. On a quand même quelques retours positifs, hein, des riverains qui nous remercient de soulager un petit peu la circulation devant chez eux, puisque c'est un pont sur lequel passaient, jusqu'à il y a deux semaines, 6 500 véhicules/jour. Et donc inévitablement ces véhicules se rabattent sur des circuits secondaires.

Ils se rabattent sur des voiries qui ne sont pas calibrées pour accueillir autant de véhicules. Et donc mon job c'est de faire en sorte que la voirie se dégrade le moins rapidement possible. Et donc on interdit parfois certaines rues ; on va limiter la vitesse, on va généraliser, je l'annonce, le passage en zone 30, s'agissant quasiment de tous les circuits secondaires à trois, quatre exceptions près. Dès lundi, l'arrêté municipal sera signé. Et donc j'espère que ça va apaiser un petit peu la circulation. Puisqu'évidemment, quand les véhicules roulent moins vite, ils dégradent moins vite la voirie, ils font moins de bruit ; donc a priori c'est conforme à l'intérêt général, même si je sais que cette généralisation des zones 30 va une fois encore susciter beaucoup de mécontentement, puisqu'il y en a qui vivent très mal de devoir mettre 15 secondes ou 30 secondes de plus pour traverser Izon. Et ma foi, je n'y peux pas grand-chose. Donc on va continuer nos expérimentations.

Je fais un point régulier avec les services de police municipale et les services de gendarmerie. On peut compter sur le soutien des services de gendarmerie. Pour l'instant, le mot d'ordre c'est d'être clément, de faire beaucoup de pédagogie vis-à-vis des riverains qui doivent changer leurs habitudes. Il est bien évident que cette clémence de la part des forces de l'ordre ne va pas durer comme les impôts. Je sais qu'en disant cela je ne vais pas me faire que des amis, mais il est bien évident que si les incivilités demeurent, et en tout cas face aux plus grandes incivilités, et croyez-moi qu'il y en a un paquet tous les jours, il est bien évident qu'on finira par sévir ; même si on essaie de le faire en toute intelligence.

On va mettre en place des groupes de travail, s'agissant des rues les plus perturbées, en lien avec les riverains, pour faire le point régulièrement sur l'évolution de la situation, pour affiner s'il le faut la réglementation et notamment les arrêtés municipaux. Et par ailleurs, puisqu'on nous annonce, au mieux, au mieux, un nouveau pont dans un an, je dis bien au mieux un nouveau pont dans un an, et au pire dans deux ans, il est bien évident qu'il va falloir que chacun change ses habitudes. J'en appelle au calme, un petit peu, quoi, voilà. Au calme, à la compréhension, à l'apaisement, à la patience. Et j'espère qu'on pourra compter sur les services de l'État pour accélérer le process. Mais pour l'instant, le Département est prêt à installer ce nouveau pont, en deux, trois mois, le nouveau pont pourrait être installé ; simplement il y a un cadre réglementaire, notamment une loi sur l'eau, qui fait que les procédures sont très longues. Ce pont enjambe le ruisseau Les Prades et parce qu'il enjambe un ruisseau, parce que c'est un cours d'eau, nous sommes contraints de procéder notamment à une étude environnementale quatre saisons, ce qui explique la longueur du process, voilà. Donc j'en appelle à la patience et à la compréhension de chacun, au civisme de tous, et je nous souhaite collectivement bien du courage parce que ce sera compliqué, ce sera compliqué, les 12-18 mois qui arrivent vont évidemment être très compliqués.

Je ne souhaite à personne de vivre ce que je vis depuis deux semaines, c'est-à-dire qu'il n'y a pas un jour, pas une journée où je ne me fais pas au mieux alpagner, au pire insulter, lorsque je croise des Izonnais, que je les croise au supermarché ou devant la mairie, que je sois avec mes enfants ou seul, ils ne font absolument aucune différence. Et croyez bien que c'est littéralement insupportable. Littéralement insupportable de faire face à autant d'agressivité.

Voilà. Je me devais de faire ce petit point au préalable.

Et maintenant on enchaîne sur...

Mme CARRERE : S'il vous plaît.

M. DE LAUNAY : Je vous en prie, Mme CARRERE, je vous en prie, pardon.

Mme CARRERE : Je voulais vous remercier d'avoir organisé cette réunion aussi rapidement après la fermeture du pont. Cette réunion, où j'étais présente, était effectivement très virulente, des propos inadmissibles, très irrespectueux, et même si on comprend les désagréments de chacun. Et donc on vous soutient complètement dans la démarche. Et on voulait aussi remercier la police municipale qui fait vraiment œuvre de pédagogie pour expliquer et expliciter aux riverains, et aux automobilistes, les démarches et ce qui va être mis en place au fur et à mesure. Donc voilà, merci et on vous soutient.

M. DE LAUNAY : Merci beaucoup, Mme CARRERE, de votre empathie. Merci bien.

On attaque donc les délibérations à l'ordre du jour. On démarre par un gros sujet. Ce n'est pas vraiment une délibération, c'est davantage un débat qu'une délibération. À savoir l'adoption du PADD, Projet d'Aménagement et Développement Durables de la C.A.L.I., dans le cadre du futur PLUi, Plan Local d'Urbanisme intercommunal HD, Habitat et Développement, merci, principalement mobilité. Et évidemment, c'est un document très important qui mérite un débat. Je précise immédiatement que le débat a eu lieu, le débat a commencé en tout cas en Commission. Il ne s'agit pas de voter pour ou contre le PADD du PLUi-HD, il s'agit simplement de créer les conditions d'un débat. Sachant que c'est évidemment un document d'urbanisme essentiel pour les 10-15 ans qui viennent, non pas seulement pour la commune d'Izon, mais d'une manière plus générale pour la communauté d'agglomération du Libournais. Ce PADD constitue une étape majeure du PLUi-HD. C'est vraiment le document qui synthétise les principales orientations du développement du territoire pour les années à venir. Et il est absolument essentiel qu'on en ait bien conscience.

Je précise immédiatement que ce projet de PLU intercommunal était un projet de mandat, qui était affiché au niveau intercommunal, au niveau de la C.A.L.I., dès le début du mandat ; sachant que nous, à Izon, au niveau communal, parallèlement à ce chantier intercommunal, on nous a fait injonction de réviser notre PLU communal cette fois-ci, si bien qu'il y a une espèce de superposition des procédures entre d'une part nos travaux, s'agissant de la révision du PLU, et d'autre part la construction de ce PLU intercommunal à l'échelle de la C.A.L.I. On pouvait être sceptique en début de mandat sur les chances d'adoption d'un PLU intercommunal en si peu de temps. C'était sans compter sur le volontarisme du président de la C.A.L.I., Philippe BUISSON et du vice-président en charge de l'urbanisme Jacques LEGRAND, le maire de Vayres, qui ont beaucoup travaillé. Et on en est aujourd'hui quasiment fin de mandat, et on est sur le point, effectivement, de pouvoir adopter ce PLU d'ici la fin 2025. Si bien qu'il y a un télescopage des calendriers entre la révision de notre PLU communal, le PLU d'Izon, et d'adoption du PLU intercommunal.

Je me dois donc, à titre préalable, à titre liminaire, de faire une petite mise au point sur ce télescopage et de faire part aux Izonnais de la solution, de la position, qui a été adoptée de manière consensuelle par tous les élus du Conseil municipal d'Izon.

Cette position est la suivante. Puisque télescopage il peut y avoir, je dis télescopage, c'est vraiment un télescopage de procédures, ce n'est pas un télescopage de normes, ce n'est pas un télescopage de réglementation, puisque nous avons la garantie que ce que l'on va décider, s'agissant du PLU communal, municipal, sera repris in extenso, a minima à 97-98 %, au sein du PLU de la C.A.L.I. Donc ce n'est pas vraiment un télescopage de normes. C'est davantage un télescopage de procédures. Pour régler ce télescopage de procédures, il a été décidé en quelque sorte d'appuyer sur le bouton pause à l'échelon municipal, pour les trois, quatre mois qui viennent ; de regarder si le PLU intercommunal est sur la bonne voie et on aura, je pense, une réponse, on franchira, je l'espère en tout cas, une étape décisive d'ici trois, quatre mois. Si on voit que ça bloque en début d'année, à ce moment-là on rappele sur lecture au niveau municipal, et on continue nos travaux s'agissant de la révision du PLU d'Izon.

J'insiste néanmoins pour dire que les travaux que nous avons faits, les travaux que nous avons réalisés de manière très consensuelle au niveau communal, au niveau municipal, ce que l'on souhaite s'agissant du devenir du développement urbain d'Izon, sera repris dans le PLU intercommunal de la C.A.L.I. Voilà. On ne va pas se faire manger par la C.A.L.I., comme je peux l'entendre de temps en temps. Ce qu'on a décidé pour Izon en tant qu'élus municipaux figurera dans le futur PLU intercommunal. La seule question qui se pose, c'est quand est-ce que ce PLU intercommunal verra le jour, quand est-ce qu'il sera adopté. S'il est adopté d'ici un an, il est inutile qu'on adopte, nous, un nouveau PLU à l'échelon municipal puisque de toute façon il deviendrait, par la force des choses, caduc. Il serait d'un niveau hiérarchique inférieur au PLU intercommunal et donc il n'aurait plus de raison d'être. Si, au contraire, ce PLU intercommunal est adopté dans quelques années, dans la mesure où il est impérieux que l'on modifie notre PLU communal, on va reprendre nos travaux et on fera en sorte d'adopter la révision de la notre PLU avant la fin de ce mandat, c'est-à-dire grosso modo à l'hiver 2025. Est-ce que j'ai été assez clair ? Juste à titre liminaire, là, vraiment, avant qu'on aborde le débat en tant que tel sur le PLUi-HD, est-ce que vous avez des questions peut-être sur ce chevauchement des procédures de révision du PLU d'Izon et d'adoption du PLU intercommunal ? Est-ce que c'est à peu près clair pour tout le monde ? Très bien, je vous remercie.

1. Débat sur le PADD du futur du PLUi-HD

M. DE LAUNAY : On attaque donc le débat, si vous le voulez bien, sur ce PLUi, sur le PADD de ce PLU intercommunal qui, vous le savez, est orienté autour de trois axes :

- Premier axe, renouer avec les composantes fondamentales de l'environnement, qui n'est pas sans nous rappeler le PADD qu'on a adopté dans le cadre de la révision du PLU d'Izon.
- Le deuxième axe, repenser l'attractivité démographique et résidentielle du territoire.
- Et le troisième axe enfin, conforter et équilibrer les bassins de vie et d'emplois du territoire.

Je vais vous présenter très sommairement ces trois axes. Évidemment très sommairement pour ne pas vous assommer. Je vous demande simplement de penser que ce PADD est intercommunal et donc il faut qu'on pense intercommunal, il faut qu'on prenne l'habitude de penser structuration du territoire à l'échelon intercommunal, mais de raisonner local, de raisonner communal. Et je vous assure que ce PADD intercommunal a des résonances avec ce qu'on souhaite qu'Izon devienne au cours des prochaines années. Et c'est davantage sur ces résonances que je vais insister tout en vous présentant ces trois axes majeurs du PADD du PLU de la C.A.L.I.

Premier axe, première orientation générale, je le disais, renouer avec les composantes fondamentales de l'environnement. Et le PADD pointe quelques facteurs environnementaux qui, évidemment, ont une résonance toute particulière à Izon.

D'abord, le problème de l'eau. J'insiste sur ce problème de l'eau. On a bien évidemment deux gros soucis à Izon, s'agissant de la gestion des eaux.

Le premier, c'est la gestion des eaux pluviales. La C.A.L.I. n'ignore pas ce problème. Et je rappelle par ailleurs que la compétence gestion des eaux pluviales urbaines est désormais une compétence de la C.A.L.I., et donc il est très important qu'on soit très, très attentifs à cette gestion des eaux pluviales.

Et ensuite la question de la ressource en eau potable. Et là, peut-être que les Izonnais informés ne le sont pas assez, peut-être qu'ils ne sont pas assez nombreux à être informés, mais on a un gros problème de ressource en eau potable sur Izon. Et il est bien évident que si on n'arrive pas à résorber nos problèmes de ressource en eau potable sur Izon, comme sur toute la C.A.L.I., il est bien évident que le développement de la commune, inévitablement, sera ralenti. Bon, soit dit en passant, ce ne serait pas forcément une mauvaise chose que de ralentir quelque peu le développement démographique. C'est une parenthèse.

Mais il n'empêche que j'attire l'attention de tout un chacun pour dire qu'aujourd'hui on a trop de fuites d'eau sur le réseau et individuellement, chaque foyer consomme trop d'eau à Izon, voilà. J'insiste pour dire qu'aujourd'hui on ne peut plus se permettre d'avoir des comportements avec l'eau potable qui sont les comportements qu'on avait librement sans difficulté il y a encore quelques années. On ne peut plus se le permettre et il est bien évident que des choses vont devoir changer. Alors, vous avez peut-être vu qu'à Izon, dernièrement, des travaux, de lourds travaux étaient entrepris par le S.I.A.E.P.A., notamment sur l'avenue de Portès, pour précisément résorber une partie des fuites qu'on a sur Izon. Je n'ai pas le chiffre exact, hein, mais on a un réseau fuyard à l'excès, à l'excès. Il y a des communes sur lesquelles on est à 15 % de fuites, c'est déjà énorme ; à Izon, on est au-delà de 30 % de fuites, quand même, hein. Je ne sais pas si vous mesurez, ça veut dire que sur 100 litres d'eau potable qui circulent à Izon, il y en a minima 30 qui sont perdus. Et je répète que la compétence eau potable n'est pas une compétence communale, hein, on ne peut pas dépenser 1 € pour gérer le réseau d'eau pluviale, la C.A.L.I. non plus ne peut pas le faire. C'est le S.I.A.E.P.A., le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement d'Arveyres, qui est le seul compétent en la matière. Même si le S.I.A.E.P.A. décidait de mettre en place un plan pluriannuel d'investissement très ambitieux, et même si ce plan était au-delà de ses moyens financiers, on ne pourrait pas de toute façon colmater toutes les fuites qu'il y a sur Izon e 10 ans. Ce n'est pas possible, il y en a trop. Donc ça veut dire qu'inévitablement c'est chacun d'entre nous qui va devoir faire un effort pour qu'on puisse continuer à être alimentés en eau potable. Je dis nous à Izon, mais en réalité c'est une problématique C.A.L.I. Toute la C.A.L.I. est concernée par cette problématique. Donc là, j'attire vraiment l'attention des Izonnais qui nous écoutent, qui nous regardent, sur cette problématique de la ressource en eau potable, voilà. C'est un des défis majeurs des 15 années qui viennent : la question de la ressource en eau potable. Et ce n'est pas toute la flotte qu'on a, qui est tombée sur Izon ces 12 derniers mois, considérable, qui suffira à recharger la nappe phréatique là où il faudrait qu'elle soit rechargée, c'est-à-dire à plus de 300 mètres sous terre. Vous voyez, des saisons pareilles, des années pareilles, il nous en faudrait un paquet avant qu'on commence à recharger véritablement les nappes, pas qu'en surface des nappes, mais véritablement au fond des nappes. Donc c'est vraiment un sujet sur lequel j'attire votre attention.

Le PADD insiste sur les paysages à valoriser. Je ne vais pas revenir sur la question du Plan paysage, mais bon, on a suffisamment développé le sujet. Vous savez qu'à Izon on a une qualité paysagère très précieuse et qu'on met tout en place au niveau municipal depuis au moins deux ans pour que chacun prenne conscience de cette qualité paysagère et pour qu'on renforce cette qualité paysagère. Mais là, évidemment qu'on se retrouve à plein, si je puis dire, dans les orientations du PADD de la C.A.L.I. On a une trame verte et bleue à préserver. Évidemment, dans nos orientations, dans les orientations de notre PADD, on a beaucoup insisté sur la restauration, le développement, de ces trames vertes et bleues. Et dans nos travaux relatifs à la révision du PLU d'Izon, on a beaucoup insisté sur le fait qu'il fallait poursuivre cette trame verte et bleue, la protéger d'une part, la valoriser, voire même continuer cette trame verte et bleue ; et on souhaite notamment qu'elle arrive jusqu'au bord de la départementale ; pas seulement du côté de Maucaillou, mais également centre-bourg. Donc là, on peut se retrouver à plein dans ces orientations.

On souhaite également désimperméabiliser autant que possible, et renaturer des espaces agglomérés. C'est une orientation du PADD. On va commencer à le faire, je l'espère, sur Portès. On a présenté notamment des demandes de subventions à l'agence de l'Eau pour procéder à cette renaturation du site de Portès, du côté du boulodrome, en même temps qu'on va développer le boulodrome. J'espère qu'on va y arriver. On a comme projet de désimperméabiliser en partie les écoles. Ça ne va pas se faire du jour au lendemain évidemment, mais on s'inscrit à plein dans ce process. Et puis on a peut-être une ou deux friches à reconquérir ici ou là.

Premier axe, donc, dans lequel on se retrouve à plein.

Le deuxième axe, repenser l'attractivité démographique et résidentielle du territoire.

Bon, d'abord pour dire qu'Izon est identifiée comme étant une centralité relais du Libournais, c'est très important qu'on soit identifié comme centralité relais du Libournais. Puisque le PADD appelle à ce que notre rôle soit conforté, voire développé, ça veut dire qu'on a une offre de services de proximité qui sera renforcée parce qu'on est qualifié de centralité relais. Et évidemment en lien avec la desserte en transports. Et donc ça aura un impact inévitablement, cette qualification de centralité relais aura un impact sur la place sur va occuper Izon dans le réseau de transports publics ou dans les réseaux de mobilités actives qu'on va mettre en place à l'échelle de la C.A.L.I. Évidemment, on s'y retrouve, on sait que le RER métropolitain, bientôt, va considérablement augmenter sa cadence. On est entouré de deux gares, une qui se situe sur le territoire de la C.A.L.I., Vayres, et une autre, la gare dite de Saint-Sulpice-Izon, qui n'est pas sur le territoire de la C.A.L.I., mais qui est très fortement empruntée par les Izonnais. Il est bien évident qu'étant encadré comme ça par deux gares, on a tout intérêt à être qualifié de centralité relais pour pouvoir bénéficier d'investissements consistant, en gros, à pouvoir amener les Izonnais qui vont prendre le train tous les matins et qui prennent le soir, à les rabattre en quelque sorte sur ces gares. C'est très important qu'on soit qualifié de centralité relais. Et puis on a des services de proximité, on souhaite développer les commerces de proximité. Là, on se retrouve à plein, en tout cas, dans ce projet d'aménagement et de développement durables.

Toujours sur cet axe deux, quand on repense l'attractivité démographie et résidentielle du territoire, il ne s'agit pas que de penser aux services qu'on offre à la population ; il s'agit également de penser au logement.

On a une grosse problématique de logements à Izon, tout un chacun le sait. S'agissant de la croissance démographique, la C.A.L.I., compte tenu de ce problème de l'eau, situe la croissance moyenne annuelle démographique à 0,65 % à l'horizon 2035. C'est en deçà de ce qu'a connu Izon ces 20 dernières années ; mais c'est grosso modo à peu près ce qu'on vit depuis quelques années. On est en période de crise, c'est vrai. Ça veut dire qu'on devrait continuer, à l'échelle de la C.A.L.I., à 0,65 ; mais il est bien évident qu'à Izon, Izon étant, de mon point de vue, sans faire insulte à qui que ce soit, un territoire de la C.A.L.I. tout particulièrement attractif en raison de la proximité de la métropole de Bordeaux, il est bien évident qu'à Izon on sera très probablement au-delà de 0,65 % d'augmentation de la population par an. Mais en tout cas c'est un chiffre qui est fixé à l'échelle de la C.A.L.I.

On est concerné, s'agissant de la production de logements à Izon, tout particulièrement concerné par une carence de logements sociaux. Je ne vais pas revenir sur le sujet, on a dû l'aborder 10 fois depuis que je suis maire, en Conseil municipal, mais il est bien évident qu'Izon doit se mettre à jour en matière de production de logements. L'article 55 de la loi SRU nous fixe des objectifs à atteindre. On a conclu un contrat de mixité sociale avec l'État. Je rappelle qu'on a quand même réussi à baisser les objectifs qui étaient ceux fixés par l'État au départ. Ce n'est pas rien, quand même, hein. Là, on devait produire grosso modo 250 logements en trois ans ; aujourd'hui on en produit à peu près une centaine. On nous a soulagés en quelque sorte. On a montré aux services de l'État qu'on faisait tout ce qu'il fallait pour essayer de produire du logement social sur Izon, mais pas à n'importe quel prix.

Et pour l'instant, on est sur une ligne de crête, mais je trouve que le chemin s'éclaircit sur cette ligne de crête. On paye moins de pénalités. Il est bien évident qu'Izon est ciblé au sein du PADD comme étant une des communes qui devra faire des efforts, comme Coutras, comme Vayres, comme Libourne, il y a quelques villes, comme Saint-Denis-de-Pile, qui continuent à être carencées en matière de logements sociaux. Izon est la ville la plus carencée, on a faire nos efforts, mais pas n'importe quel effort, pas à n'importe quel prix, pas à n'importe quel endroit. Pour l'instant, il me semble en tout cas qu'on est plutôt sur le bon chemin.

Je rappelle, par ailleurs, à toutes fins utiles, que les trois quarts des foyers izonnais sont éligibles aux logements sociaux. Ça, c'est quand même très, très important de le rappeler ; que sur la centaine de demandes de logement qu'on a, en moyenne, par an, adressée à la Mairie, dans mon bureau au CCS, pour l'instant on arrive à en satisfaire entre 18 et 20. Alors un petit peu plus cette année, le bilan est bien meilleur cette année parce qu'on a livré une résidence sur Izon et qu'évidemment on fait tout pour qu'il y ait un maximum d'Izonnais qui soient accueillis au sein de cette résidence ; même si on n'a pas la main sur toutes les demandes, mais on fait quand même en sorte grosso modo qu'il y ait un gros tiers d'Izonnais qui ait accès à ces nouveaux logements à Izon. Donc le bilan sera meilleur sur l'année 2024. Mais pour autant, on est quand même en deçà de la demande. Nettement en deçà de la demande. Voilà. Donc là, il y a un gros sujet. Je le dis quand même, parce que souvent on se pose la question, s'agissant de l'attribution des logements locatifs sociaux, évidemment je n'ai pas la main, la commune n'a pas la main, le CCS n'a pas la main. On a la main grosso modo pour 5 % des logements attribués, en principe, aux termes de la loi. Dans les faits, on se débrouille pour en choisir à peu près un tiers, dans les faits, ça c'est une réalité, en lien avec les bailleurs sociaux, en lien avec le Département, en lien avec la C.A.L.I. Mais il est bien évident qu'il va falloir qu'on soit meilleur sur le sujet et là je le dis comme je le pense, j'espère bien que la loi, que le cadre législatif, va nous permettre bientôt d'avoir davantage la main sur l'attribution des logements locatifs sociaux. La C.A.L.I. est plutôt sur cette longueur d'onde. La C.A.L.I. met en place une Commission intercommunale, une conférence intercommunale, d'attribution des logements. On travaille plutôt en bonne intelligence entre collègues de la C.A.L.I. et on espère bien que bientôt le cadre législatif va se desserrer un petit peu pour nous donner un petit peu plus de marge de manœuvre.

Le tissu urbain existant doit être évidemment conforté. On va densifier Izon, on va densifier à l'échelle de la C.A.L.I. Mais on ne va pas densifier, j'insiste, à n'importe quel prix. On va densifier en compatibilité avec les tissus urbains existants. Là où il y a du tissu pavillonnaire, par exemple, à Izon, on ne va pas mettre des barres comme j'entends parfois, vous voyez, on ne va pas monter de R+4, non. On se contente de R+1. On va mettre du R+2 là où ça n'embête personne, là où il n'y a aucune visibilité sur les voisins. On est obligé de densifier parce qu'il faut qu'on cesse d'artificialiser les zones naturelles, ce n'est plus possible, hein. On a bétonné cinq fois la Gironde depuis que je suis né. Je ne sais pas si vous vous rendez compte, la Gironde c'est le plus grand département de France. ON a bétonné cinq fois la Gironde. On a artificialisé l'équivalent de cinq fois le département de la Gironde depuis que je suis né. C'est-à-dire qu'à ce rythme-là, si on continue comme ça, mes petits-enfants si j'en ai un jour, eh bien il n'y aura plus d'espaces naturels. Donc on ne peut plus continuer à consommer de l'espace comme on consommait avant. Bien évidemment, le PADD reprend sa directive qui, au demeurant, n'est pas une directive territoriale ; c'est une directive nationale, c'est la loi qui aujourd'hui nous interdit, qui limite l'artificialisation, l'urbanisation des zones agricoles et des zones naturelles.

Dans le cas des travaux de notre PLU communal, on a ciblé des parcelles qui avaient vocation à devenir constructibles. On n'a pas été trop gourmand. D'autres, au contraire, qui l'étaient, redeviennent agricoles. On a fait en sorte de se rapprocher autant que possible des services, pour éviter l'étalement urbain tel qu'il a pu se pratiquer ces 30 dernières années sur Izon. Et ça, c'est une tendance qui est nationale, ce n'est pas propre à Izon. C'est une tendance, évidemment, qui est inscrite aujourd'hui dans le PADD de la C.A.L.I. Mais une fois encore ce n'est pas un choix, c'est un commandement de la loi. On doit préserver des espaces naturels, on doit préserver des espaces agricoles.

Axe trois enfin, conforter et équilibrer les bassins de vie et d'emplois du territoire. Là, l'idée c'est de parvenir à une espèce d'équilibre des pôles économiques du territoire à l'échelle de la C.A.L.I. Grosso modo, pour ceux qui l'ont lu, vous avez bien vu qu'il y a deux gros projets de zone d'activités économiques : un sur le nord, à Coutras, l'autre sur Vayres. Et autour de ces deux gros projets, on va essayer de structurer un petit peu l'armature économique de la C.A.L.I., tout en confortant, j'insiste, tout en confortant des sites économiques intermédiaires. Je pense à Anglumeau, je pense à la Landotte. Bon, il n'y a plus de place à Anglumeau, je le dis tout de suite ; en tout cas il n'y a plus de place pour l'activité logistique, je ne veux plus d'activité logistique à Izon, mais ceux qui sont là, sont là, je suis bien obligé de les assumer, mais je ne veux plus d'activité logistique à Izon, il y a déjà trop de camions à Izon. La Landotte, il y a eu un projet, là, de développement d'une zone, de cellules artisanales, qui est plutôt un succès. On va encore accueillir quelques cellules sur la Landotte et puis on va s'arrêter là. Mais en tout cas, il va falloir que ce rôle de vitrine économique qu'ont aujourd'hui ces deux zones d'activités sur Izon, perdure, soit conforté et il est inscrit dans le PADD que ces sites économiques historiques doivent être confortés.

J'ajoute que le PADD, enfin, on l'a dit, toujours au titre de l'équilibre des bassins de vie et d'emplois, fait la part belle à la politique de mobilité pour accompagner le développement du territoire. Et voilà, ce que j'ai dit tout à l'heure s'agissant du RER métropolitain, évidemment Izon a toute sa place, doit occuper toute sa place lorsque le cadencement de ce RER va augmenter. Ça veut dire que dans 15 ans, on peut espérer dans 15 ans un RER tous les quarts d'heure. Je ne sais pas si vous mesurez ce que ça veut dire, hein. Dans 10 ans, dans 7 ans, on peut espérer un RER toutes les demi-heures ; dans 15 ans, on peut espérer un RER toutes les quinze minutes. Voilà. Ça veut dire que, concrètement, pour un étudiant, si je prends le cas d'un étudiant, d'un jeune Izonnais qui fait ses études sur le campus, ou pour un prof qui va bosser sur le campus, on mettra moins de temps à faire Izon – Aula Magna à l'université de Bordeaux, je mettrai moins de temps à le faire en train que non seulement si je prends la bagnole, mais même si je prends le tramway en habitant Bordeaux centre. Non, mais c'est ça voiture, c'est-à-dire que l'étudiant qui quittera Izon pour aller à la fac dans 15 ans mettra moins de temps que son collègue d'amphi qui quittera la place Pey-Berland pour aller sur le même campus en tramway. Donc c'est ça, il faut vraiment qu'on l'enregistre et qu'on se dise que c'est un élément d'attractivité du territoire. Et en cela, Izon est très, très, très, très bien placée évidemment, puisqu'on est la commune de la C.A.L.I. la plus proche de la métropole de Bordeaux. Pour toutes ces raisons, l'attractivité d'Izon ne va pas cesser d'augmenter. Pour ceux qui sont inquiets s'agissant du prix de leur maison, n'ayez aucune inquiétude ; le prix de vos baraques va continuer à augmenter au cours des prochaines années, il n'y a aucun doute sur le sujet. Aucun doute sur le sujet.

Le PADD, enfin, met l'accent sur le développement des cœurs de bourgs et bon, il y a beaucoup de travail bien évidemment, mais on s'y attelle, hein. On souhaite évidemment qu'entre Maucaillou et la future halle commerçante, j'ose encore le dire, elle finira peut-être par arriver un jour, l'hexagonale. On souhaite évidemment redynamiser, renforcer l'attractivité de ce centre-bourg et on s'y attelle, en tout cas on s'y attelle.

Évidemment, ça ne se commande pas, c'est plus simple de faire une halle sportive que de ramener des commerces en centre-bourg, mais croyez bien qu'on s'y attelle. Et on peut être soulagé de ce que le PADD de la C.A.L.I. mette les cœurs de villes, mette les cœurs de bourgs, les inscrive en tant qu'axes déterminants du développement du territoire.

Voilà grosso modo ce sur quoi je dois insister, c'est vraiment des axes majeurs du PADD, du PLUi-HD, du futur PLUi-HD je l'espère, qui sont en résonance, qui sont en résonance avec ce que l'on vit. Voilà ce que je voulais exposer très sommairement. Et puis maintenant la parole évidemment est libre et le débat est ouvert. Je vous en prie, Mme FONTAINE.

Mme FONTAINE : Bonsoir. Comme vous l'avez dit, monsieur le maire, effectivement nous avons passé de longues heures, et riches heures, à travailler sur le PLU d'Izon. Peut-être deux ou trois petites remarques concernant ce PADD.

Je reviens sur la gare pour commencer. La plus grosse contrainte est qu'elle n'est pas sur notre commune. Comment la C.A.L.I. va pouvoir avoir une influence sur ce qu'il se passe à la gare située sur Saint-Sulpice ?

M. DE LAUNAY : Alors, d'abord vous avez parfaitement raison, la gare de Saint-Sulpice-Izon n'est pas sur le territoire de la C.A.L.I., elle est sur la commune de Saint-Sulpice. La gare de la C.A.L.I. la plus proche d'Izon est celle de Vayres qui, je le dis quand même, hein, pour ceux des Izonnais qui habitent à l'est...

Mme FONTAINE : Avant le Pont du Champ... avant le Pont du Bois ou après le Pont du Bois ?

M. DE LAUNAY : Après le Pont du Bois, ceux des Izonnais qui habitent à l'est, sur la partie est de la commune, peuvent avoir davantage intérêt à la gare de Vayres, à fréquenter la gare de Vayres, et il y en a, j'en vois tous les jours, plutôt que d'aller à la gare de Saint-Sulpice-Izon. Donc ça veut dire qu'il ne faut pas résumer l'offre de gare à Saint-Sulpice-Izon. Évidemment, ça reste la gare la plus fréquentée par les Izonnais, mais ce n'est pas la seule, loin de là.

Alors, pour répondre à votre question, comment est-ce que la C.A.L.I. peut s'y atteler ? Regardez ce qu'il se passe aujourd'hui avec le Calibus ou avec le Calivélo. On est bien à Saint-Sulpice, au-delà d'Izon et donc au-delà des frontières de la C.A.L.I., et pourtant la C.A.L.I. – de manière insuffisante de mon point de vue, mais quand même – la C.A.L.I. amène le Calibus, le 5, jusqu'à la gare de Saint-Sulpice, et a installé une borne de vélos C.A.L.I. à la gare de Saint-Sulpice. Ça veut dire que s'agissant de rabattre, des techniques de rabattement des Izonnais sur l'offre de gare, la C.A.L.I. pourra le faire, la C.A.L.I. continuera de le faire. Je rêve, à titre personnel, et on en a parlé plusieurs fois entre nous et on en a parlé aussi au niveau de la C.A.L.I. – et je crois que ça arrivera un jour, la question c'est quand, je ne dirais pas demain – je rêve à titre personnel d'une navette du type de celle qui existe à Libourne, la fameuse Bastidette, c'est-à-dire une navette électrique qui circule de 8 heures le matin à 20 heures le soir en continu, en boucle, entre la gare de Vayres et la gare de Saint-Sulpice-Izon. Et on pourrait l'appeler la Mascarette. On a soumis l'idée aux élus, à la vice-présidente de la C.A.L.I. en charge des transports. On lui a soumis l'idée. Pour l'instant la C.A.L.I. a la Bastidette, la C.A.L.I. a la Coutradette. J'ai demandé à ce qu'on ait une Mascarette.

Ça permettrait, vous voyez, aux habitants, a fortiori quand on va augmenter le cadencement du RER métropolitain, d'avoir une offre de transport pour aller jusqu'à la gare en continu toute la journée ; ça serait, je pense, rendre service aux Izonnais, permettre les déplacements via les transports collectifs. Et c'est possible alors même que nous sommes en-dehors du territoire de la C.A.L.I.

S'agissant de l'aménagement, maintenant, de la gare en elle-même, c'est un autre sujet, je songe à deux chantiers, de mon point de vue indispensables, tant sur la gare de Vayres que sur la gare de Saint-Sulpice, mais peut-être davantage sur la gare de Saint-Sulpice, le parking d'abord, la question du stationnement d'une part ; et ensuite, là aussi on peut rêver, la question de la passerelle. Il n'y a pas de passerelle aujourd'hui pour passer d'un quai à l'autre. Si bien qu'on doit faire tout le tour, quand on est prudent ; et quand on est moins prudent ou quand on est gamin, et on a tous des gamins, on traverse et on passe sur le quai d'en face. Bon, ben, sur ces deux sujets, là on est à plein soit dans une compétence SNCF, ce n'est pas la C.A.L.I. qui pourrait faire quoi que ce soit pour obtenir une passerelle ; évidemment, la SNCF peut ensuite lever des fonds notamment auprès de la Région ou de l'État ou que sais-je. Et s'agissant de l'aménagement des parkings, on est à plein sur une compétence partagée entre la SNCF et la Région. Et donc là, C.A.L.I. ou pas C.A.L.I., au niveau régional, vous voyez, à l'échelon régional, ou à l'échelon de la SNCF, quand ils observent la ligne, ils savent très bien que la gare de Saint-Sulpice, comme la gare de Saint-Loubès au demeurant, fait partie de ces gares qui devront de toute façon faire l'objet d'investissements massifs. Le fait, autrement dit, que la gare de Saint-Sulpice n'appartienne pas à la C.A.L.I. n'y change pas grand-chose, voilà. Là où la C.A.L.I. pourrait servir, être un levier intéressant peut-être, c'est si demain la C.A.L.I. décidait par exemple d'apporter des subventions d'investissement à ces différents chantiers. La question peut se poser. Si par exemple c'est un chantier à 5 millions sur Saint-Sulpice, comme ce sera un chantier à 5 millions sur Vayres, peu importe, si la C.A.L.I. amenait 1 million de subventions à Vayres, est-ce qu'elle pourrait faire la même chose sur Saint-Sulpice ? Là, j'ai un gros doute dans la mesure où Saint-Sulpice n'appartient pas à la C.A.L.I. Mais une fois encore, on peut aussi négocier à un échelon intercommunal de manière inter-Interco, de manière très intelligente. On peut réfléchir à une échelle inter S.C.O.T. Parce que non seulement Saint-Sulpice n'appartient pas à la même agglomération, mais en plus n'appartient pas au même Schéma de Cohérence Territoriale. Mais les schémas inter S.C.O.T., il en existe. Et j'ose espérer qu'à un échelon plus haut, lorsqu'ils vont aborder les différents S.C.O.T., ils vont bien voir qu'entre le S.C.O.T. du Grand Libournais et le S.C.O.T. du Cœur Entre-deux Mers, il faut absolument qu'il y ait des passerelles de faites. Donc ça nous dépasse un petit peu, mais en tout cas je reste optimiste, voilà. Mon message c'est de vous dire : certes, ce n'est pas de la compétence de la C.A.L.I., certes ce n'est pas visé par le PLUi-HD, mais je reste optimiste et je suis plutôt confiant en l'avenir.

Mme FONTAINE : Une deuxième question concerne les énergies renouvelables. Dans le PADD, il est fait mention en particulier du photovoltaïque. Quand nous avons travaillé ensemble, nous avons à plusieurs reprises évoqué la géothermie sur Izon. Il n'y a rien dans le PADD à ce niveau-là. Pensez-vous qu'il y ait moyen de l'ajouter ?

M. DE LAUNAY : Non, enfin, ce n'est pas que je... d'abord, un, je pense qu'il y a moyen de l'ajouter, mais pas dans le PADD puisque là, le PADD, celui qu'on vous propose là, on ne va pas faire un nouveau PADD, vous l'entendez. En revanche, je pense que ça n'a rien de rédhibitoire. Je ne suis même pas certain que ce soit utile, en fait. C'est-à-dire que la géothermie ne suppose pas des autorisations d'urbanisme comme le photovoltaïque. Donc, je ne pense pas que ça apporte grand-chose. Alors, ce serait un affichage intéressant. Un affichage intéressant. Mais ça n'empêche aucunement le développement de la géothermie. Là, on est en train d'essayer de dessiner à l'échelon de la C.A.L.I., non, pas les zones d'accélération des énergies renouvelables, le plan énergie-climat.

Donc là, Laurent KERMABON, vice-président à la transition écologique de la C.A.L.I., s'y attelle. Le chantier a été lancé il y a trois semaines en conférence des maires. Il y a des ateliers qui vont être conduits, là, d'ici la fin de l'année. Vous serez conviés d'ailleurs, vous, élus communaux, élus municipaux, ceux qui sont intéressés en tout cas au sujet, seront conviés à ces ateliers. En matière de développement des énergies renouvelables, il est évidemment envisagé d'avoir recours à la géothermie. Et pas que le photovoltaïque, loin de là.

Mme FONTAINE : Et dernier point. Vous nous garanzissez que le travail qu'on a fait ensemble en concertation au niveau du PLU, sera entièrement repris ? Quelles garanties ?

M. DE LAUNAY : Alors, d'abord, je réponds à votre question. Je le garantis, oui. Et je garantis qu'il sera repris, je vous l'ai dit en Commission, je crois, à 97 % a minima, voilà. Si on peut viser 100 %, on visera 100 %, mais il est possible que sur quelques... je pense au règlement écrit, notamment, principalement règlement écrit, hein. Ce que je peux garantir, c'est que le règlement graphique de notre PLU, sera repris à 100 %. Là, je peux le garantir. S'agissant du règlement écrit, je n'exclus pas qu'à la marge, de manière infinitésimale, à 2-3 %, il y ait des différences d'écriture. Par exemple, notre conception de l'annexe, je prends souvent cet exemple, on a passé beaucoup de temps en Commission sur la définition d'une annexe, celle que l'on souhaite à Izon ; je ne suis pas certain qu'ils reprennent notre définition à la virgule près. Je ne peux pas le garantir. La C.A.L.I., c'est 45 communes. C'est-à-dire qu'il faut accorder 45 communes sur une définition de l'annexe, vous voyez. En revanche, pour le reste, s'agissant des grands zonages, sur le PLU, sur le règlement graphique, comme sur ce que l'on accepte ou ce qu'on n'accepte pas à Izon, je peux vous garantir que ce sera repris.

Mme FONTAINE : C'est une bonne nouvelle.

Mme GLIZE : Pour compléter, par rapport à la question qu'Aline vient de poser. Le plan climat, donc, effectivement, c'est un chantier qui va être lancé par la C.A.L.I., et dont le premier rendez-vous est fixé au 4 novembre prochain en réunion de travail à partir de 16 heures, entre 16 heures et 18 heures, tous les élus seront conviés, puisque seront posés au cours de cette réunion d'une part le diagnostic et les axes de travail.

La seconde réunion aura lieu le 25 novembre prochain, toujours sur les mêmes créneaux horaires, on précisera les lieux par la suite, mais effectivement tous les élus et un maximum d'élus sont conviés pour venir s'exprimer sur ce volet du plan climat que nous devons construire à l'échelle de la C.A.L.I.

Et enfin un deuxième atelier stratégique viendra clore le travail de structure, on va dire, du plan climat, le 9 décembre pour dessiner une trajectoire plan climat 2025-2030 à l'échelle de la C.A.L.I. Voilà.

M. DE LAUNAY : Merci de ces précisions, Caroline. Y a-t-il des prises de parole encore, au sujet de ce PADD ? Je t'en prie. Un micro, s'il te plaît. Un micro, s'il te plaît.

M. PRUVOST : J'aurais voulu juste savoir une précision sur ce que tu as dit concernant l'eau. C'est un domaine quand même très important et je me dis que même s'il y a quelques incivilités au niveau de la consommation d'eau à Izon, ce n'est certainement pas le nœud du problème. Est-ce qu'on a un état de distribution de l'eau qui est un peu comme l'état du Pont du Bois, c'est-à-dire que j'ai entendu dire que beaucoup de communes perdaient des milliers et des milliers de litres d'eau par un état de vétusté des tuyaux qui amènent cette eau ? Alors, est-ce que ça ne vient pas aussi un peu de là ? Ou est-ce que ça vient peut-être des industries d'Anglumeau ou d'ailleurs qui consommeraient plus d'eau que d'habitude ? Mais j'avoue que je n'ai aucune réponse à ça.

M. DE LAUNAY : Alors d'abord, un, je l'ai dit tout à l'heure, mais il faut être attentif quand je parle. La première cause, effectivement, c'est le réseau fuyard. On a énormément de fuites sur le réseau d'eau potable. Donc oui, on a un réseau qui est dans un état lamentable. Lamentable. Lamentable. Faute d'entretien, faute d'entretien. Non, c'est de la compétence du S.I.A.E.P.A., le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable et de l'Assainissement d'Arveyres. Et je disais tout à l'heure que, quand bien même le S.I.A.E.P.A. développerait des trésors d'ingénierie pour engager un plan d'investissement très ambitieux, et je le souhaite, je souhaite que ce plan d'investissement ambitieux finisse par voir le jour, ce n'est pas encore le cas, il n'empêche qu'on n'y arrivera pas avec nos seuls investissements. Ce n'est pas possible, on n'aura jamais, jamais, la surface financière nécessaire pour refaire tout le réseau d'assainissement d'eau potable. Ce n'est pas possible. Ce n'est pas possible. Donc ça veut dire qu'inévitablement il va falloir quand même qu'on change des comportements individuels. Je ne jette pas la pierre sur qui que ce soit. Je ne suis pas meilleur qu'un autre, ni moi ni mes enfants ne sommes meilleurs que les autres. Je dis simplement qu'il y a des comportements au sein de chaque famille qui font que, voilà, inévitablement, ça n'aide pas. Et il faudra là encore qu'on fasse un effort collectif. On parle d'eau potable, hein, on parle d'eau potable. C'est, de mon point de vue, un bien commun. Et c'est un bien absolument, absolument, absolument vital. C'est tout. Évidemment, politiquement, il faut être capable de dire aux gens ben, là on parle d'un bien vital et peut-être que ce bien vital coûtera davantage cher demain qu'aujourd'hui. Il faut être capable de le dire, politiquement. Mais c'est pourtant une vérité d'évidence. L'élu qui nie que demain l'eau coûtera plus cher que ce qu'elle coûte aujourd'hui, eh ben c'est un menteur. On peut changer les modes de gestion, hein, attention. On peut faire en sorte que ça aille un peu moins nourrir les poches de certains actionnaires et qu'on pense davantage à l'intérêt général. Évidemment, ça, c'est une chose. Mais il n'empêche que structurellement, fondamentalement, sur le long terme, l'eau, ben oui, l'eau est précieuse. On ne s'en rendait pas compte jusqu'à présent, tellement on en avait. L'eau est de plus en plus précieuse et, comme chacun sait, ce qui est précieux est cher.

Mme SARRAZIN : Oui, mais alors est-ce logique que l'eau de la ville vienne alimenter les douches et les toilettes dans les maisons ? Est-ce qu'on va rester comme ça ?

M. DE LAUNAY : Ben, en tout cas...

Mme SARRAZIN : Est-ce qu'il ne faut plus prendre de douches pour économiser l'eau ?

M. DE LAUNAY : Non, non, je n'ai pas dit qu'il ne fallait plus prendre de douches. Il faut arrêter de prendre des douches d'une demi-heure, ce n'est pas pareil, quand même.

Mme SARRAZIN : Eh ben, ouais, mais c'est pareil. C'est pareil.

M. DE LAUNAY : Ah, non, ça n'a rien à voir. On peut prendre une douche en 10 minutes, ou en 5 minutes. On n'est pas obligé de prendre une douche d'une demi-heure. Ce n'est pas pareil. Donc...

Mme SARRAZIN : Est-ce qu'il ne faut pas refaire les réseaux ?

M. DE LAUNAY : Ah, ben, un, il faut refaire les réseaux. Mais ce n'est pas la compétence de la commune, c'est ce que je viens de dire. C'est la compétence du S.I.A.E.P.A. Et je viens de dire, et je l'ai dit deux fois même, je crois, en une demi-heure, que quand bien même le S.I.A.E.P.A. réaliserait un énorme plan pluriannuel d'investissement, quand bien même il ferait cet effort, il nous faudra faire de toute façon un effort secondaire. Et c'est une problématique nationale.

Je rebondis, je n'ai pas répondu à ta deuxième question. Est-ce qu'il n'y a pas des entreprises locales qui sont très consommatrices d'eau ? À l'évidence, oui. À l'évidence, oui. Très consommatrices d'eau. Pas à Izon, mais à Vayres, à l'évidence il y a des entreprises très, très, très, très, très consommatrices d'eau. Mais elles représentent plusieurs centaines d'emplois. Elles représentent plusieurs centaines d'emplois.

D'autres remarques peut-être ? Prises de parole ? Plus de débat ? Pas de débat ? C'est OK pour tout le monde ? Bien. Vous prenez avec moi de ce que les conditions du débat ont été favorisées, que le débat a eu lieu. Et c'est un sujet évidemment, ce sont des sujets sur lesquels nous serons inmanquablement appelés à discuter prochainement.

Délibération à l'ordre du jour, s'il vous plaît, je poursuis l'ordre du jour, s'agissant de la protection sociale complémentaire de nos agents. Caroline, je te laisse la parole, c'est toi qui rapportes en l'absence de Brigitte. Je t'en prie, Caroline.

2. Protection Sociale Complémentaire : risque prévoyance et santé : contrat collectif à adhésion facultative et fixation participations de la collectivité au 01/01/2025

Mme GLIZE : Oui. Alors, concernant la protection sociale complémentaire pour le risque prévoyance et le risque santé, la loi nous impose par décret, depuis 2021 et 2022, que la collectivité doive concourir à la participation employeur pour le risque prévoyance et le risque santé. Cette obligation sera effective à compter du 1^{er} janvier 2025 pour le risque prévoyance et à compter du 1^{er} janvier 2026 pour le risque santé. On a sollicité les services du CDG 33 pour nous proposer une offre, on va dire plus qu'honnête pour les agents de la collectivité ; une offre compétitive qui a été présentée en CST et en Commission Ressources et pour laquelle nous avons statué favorablement concernant le risque prévoyance. Et nous avons souhaité différer, en fait, surseoir à statuer pour le risque santé afin de retravailler le sujet, notamment avec la mutuelle communale entre autres, et prendre davantage d'informations puisqu'on bénéficie d'un délai supplémentaire au 1^{er} janvier 2026 pour le risque santé.

Donc il a été accepté en Commission CST et en Commission Ressources de permettre une participation à hauteur du risque prévoyance de 17 € par agent ; alors que la loi nous oblige à participer, à concourir, au minimum de 7 €. Les crédits seront également inscrits au budget ; que ce soit pour le risque prévoyance, comme pour le risque santé, les crédits figureront au budget. Et que pour la participation santé à venir, pour laquelle nous n'avons pas encore statué, la participation, et on le redira au moment de vous le présenter en Conseil, la participation employeur ne pourra être inférieure à 15 €.

Donc le CDG 33 nous a produit une simulation, pardon, par le biais de TERRITORIA MUTUELLE, en vue donc de souscrire une convention de participation pour le risque prévoyance.

Et il est donc demandé au Conseil municipal de statuer sur cette convention pour le risque prévoyance, puisque pour l'instant nous avons souhaité remettre à plus tard la décision sur le risque santé.

M. DE LAUNAY : C'est OK ? Des questions ? Avec votre accord ? Très bien, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Caroline, tu gardes la parole, s'il te plaît, s'agissant de créations d'emplois pour accroissement temporaire d'activités. Je t'écoute.

3. Créations d'emplois pour accroissement temporaire et saisonnier d'activités – recrutements d'agents contractuels de remplacement – Année 2024/2025

Mme GLIZE : Oui. Chaque année, la commune d'Izon recrute des agents contractuels de droit public pour assurer des tâches occasionnelles ou renforcer les équipes, notamment on a pu le connaître dans le contexte sanitaire covid. Et donc il a été demandé à la Commission Ressources le 26 septembre dernier de permettre la création d'emplois pour accroissement temporaire et saisonnier, selon un tableau de dimensionnement effectif qui a été produit et que vous avez dans les documents, qui sont donc dimensionnés en fonction des besoins de chacun des services. Et donc d'autoriser pour l'année 2024-25 le recours à des emplois saisonniers et à des emplois temporaires.

M. DE LAUNAY : Avec votre accord ? Très bien, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Tu poursuis, Caroline, s'il te plaît, s'agissant de la création de sept postes de P.E.C.

4. Création de sept postes dans le cadre du dispositif parcours emploi compétences (PEC) – Année 2024/2025

Mme GLIZE : Alors là, il s'agit d'une régularisation, allons-nous dire, puisque ce ne sont pas de nouveaux postes que nous créons, ces postes existent, ces P.E.C. sont déjà dans la collectivité. C'est une convention à renouveler.

Donc il a été présenté en CST et en Commission Ressources, toujours le 26 septembre dernier pour la Commission Ressources, d'autoriser la création de sept postes dans le cadre du dispositif parcours emploi compétences, donc le P.E.C. C'est un dispositif qui est cadré par la loi et dont les entrées dans la collectivité nous sont fléchées par France Travail et les Missions locales ou des organismes comme le PLIE notamment.

Donc ce sont des dispositifs qui permettent aux collectivités d'accueillir au sein de la collectivité des personnes qui sont éloignées de l'emploi, qui leur permet de remettre un pied dans le travail. Et au cours de leur parcours dans la collectivité, donc qui est pour le premier contrat de 12 mois, renouvelé deux fois de six mois dans la limite de 24 mois consécutifs. Au sein de la collectivité, ils vont apprendre un métier ; ils vont également être formés par le biais de France Travail ; ils vont également être accompagnés pour le retour à l'emploi à l'issue de leur parcours au sein de la collectivité.

Donc il vous est demandé, pour 2024-2025, de bien vouloir autoriser la création de ces sept postes.

M. DE LAUNAY : Avec votre accord ? Très bien, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Tu gardes la main, Caroline, s'il te plaît, s'agissant du régime indemnitaire des agents de la police municipale.

5. Régime indemnitaire des policiers municipaux : mise en place de l'indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) au 01/01/2025

Mme GLIZE : Oui. Alors, comme vous le savez, les agents de la police municipale ne bénéficient pas du même régime indemnitaire comme les autres agents de la fonction publique, ils ne bénéficient pas du R.I.F.S.E.E.P.

Il est donc demandé pour les agents de la police municipale de permettre au maire l'octroi d'une indemnité spéciale de fonction et d'engagement, donc qui s'appelle l'ISFE et qui va s'articuler d'une part fixe qui sera versée mensuellement et d'une part variable qui peut être versée mensuellement et/ou annuellement.

Ces deux parts sont cadrées par la grille. Et donc pour les agents de police municipale de catégorie C, pour la part fixe mensuelle, elle est de maximum 30 % du traitement mensuel brut ; et pour les chefs de service de police municipale catégorie B, elle peut être au maximum de 32 %.

Pour la part variable versée mensuellement ou annuellement, pour les agents de police de catégorie C ça peut être 5 000 € maximum et 7 000 € pour les chefs de service de la police municipale. Et à cela s'ajoute aussi un contingent d'heures supplémentaires à raison de 25 heures mensuelles, qui nous permettraient donc de rattraper, en fait, ce régime indemnitaire dont ne bénéficiaient pas les agents de la police municipale par rapport aux agents qui bénéficient de ISFE.

Sachant que ces crédits sont portés au budget ; que l'attribution de la part fixe et variable fait l'objet, comme pour les autres agents de la fonction publique, d'une grille de critères qui sont évalués au cours de l'entretien professionnel.

Et donc il vous est demandé de permettre et d'autoriser monsieur le maire à verser cette IS de fonction et d'engagement, ISFE, aux agents de la police municipale à partir du 1^{er} janvier 2025.

M. DE LAUNAY : Avec votre accord ? Très bien. Je salue évidemment l'engagement de notre police municipale. Merci, Caroline.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Tu conserves la main. Création d'un emploi non permanent au titre d'une activité accessoire. Je t'en prie.

6. Création d'un emploi non permanent au titre d'une activité accessoire

Mme GLIZE : Oui. Alors là, il s'agit de créer un emploi non permanent pour faire face au départ de Valérie ; puisque comme vous le savez, malheureusement, Valérie s'envole vers d'autres lieux. Et donc nous aurons grandement besoin pendant la période transitoire de pouvoir permettre cette création d'emploi non permanent, pour assurer une transition de qualité sur l'intégration prochaine, nous l'espérons, de profils qui seront susceptibles de remplacer Valérie.

Et donc dans cet intervalle, il vous est demandé d'autoriser la création d'un emploi non permanent d'une durée de six mois à compter du 1^{er} novembre 2024, à raison de cinq heures par semaine, pour assurer donc une mission de conseil et d'expertise ; et permettre une bonne transition.

M. DE LAUNAY : Oui. Je prends la main simplement pour, une fois encore, mais ce n'est pas la dernière fois, remercier du fond du cœur Valérie de tout son engagement au service de la collectivité d'Izon. Ancienneté à Izon, 15 ans ? 16 ans ? Un peu plus de 16 ans quand même. Donc merci beaucoup. Répété que je regrette votre départ, mais c'est la vie, hein, c'est la vie ; une vie professionnelle, la vie en collectivité faite de mobilité, d'arrivée, de départ. Je regrette votre départ, mais je vous remercie de tout ce que vous avez fait. Et tellement j'ai besoin de vous, donc à travers cette petite activité accessoire, on vous demandera donc de continuer à venir travailler cinq heures par semaine à Izon, tant vous êtes indispensable. Mille mercis, mille mercis, Valérie. Et je m'exprime au nom de tous les agents de la collectivité, c'est une absolue certitude, et de tous les élus qui ont été autour de cette salle. Merci beaucoup. Avec votre accord ? Je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Je passe la main à Gilles BOUEY, s'agissant de conventions d'occupation de locaux pour des associations izonnaises. Gilles, je t'en prie.

7. Conventions de mise à disposition de locaux communaux (Asso Boxe – salle Gavéglio – Asso céramiques à Borgès et Association Mya l'Abeille – salle motricité maternelle et yourte)

M. BOUEY : Merci. Donc il s'agit là de, par cette délibération, d'autoriser monsieur le maire à signer une convention d'occupation comme avec les autres associations.

En fait, nous avons trois nouvelles associations sur Izon qui ont vu le jour en septembre.

Je vais les détailler un petit peu.

Donc l'Atelier de céramique d'Izon, qui est représenté par Mme DARCONNAT Audrey, qui occupe les locaux à Borgès en face des jardins en fait, avec une ouverture tous les jours sauf le week-end.

L'association Mya l'Abeille, représentée par Mme Mylène CIPRIEN. C'est une asso de parents qui aide les enfants ayant des troubles du développement et qui aide également les parents, pendant les moments où les enfants sont encadrés, à respirer un petit peu. Les locaux que nous leur mettons à disposition ce sont des locaux municipaux au niveau des écoles, la salle de motricité et les deux yourtes. Les créneaux, ce sont le mercredi après-midi et le samedi toute la journée, ainsi que les vacances scolaires une semaine sur deux certainement.

Et enfin, la troisième association avec qui nous vous demandons de conventionner, c'est le Boxing club izonnais, qui est donc né en septembre représenté par M. BABOU Amine. Super gars, d'ailleurs. Les locaux, ce sont les salles David GAVÉGLIO, les mardis et les jeudis soir, ça, c'est pour cette année. On est ambitieux pour eux, donc on est en train de réfléchir pour l'avenir de cette association-là.

Merci à ces trois associations de faire vivre le village. C'est important pour nous d'avoir des gens qui prennent les rênes de certaines activités. Ça serait bien que nos anciens puissent être représentés également en termes d'association. Donc, ben c'est tout simplement un appel, s'il y a des personnes de bonne volonté, jeunes ou moins jeunes, pour encadrer nos anciens, ça serait pas mal ; parce qu'Izon sans association d'anciens, ce n'est plus Izon. Voilà.

Donc je vous demande simplement d'autoriser monsieur le maire à signer ces trois conventions avec ces nouvelles associations.

M. DE LAUNAY : Très bien, je te remercie, Gilles. Et je souligne combien on met un point d'honneur, depuis que nous sommes élus, à accompagner et à valoriser les initiatives associatives. Tu l'as dit, la qualité de vie à Izon, la qualité de l'accueil izonnais, sont en grande partie dues au tissu associatif. Et à chaque fois qu'une nouvelle association se constitue et qu'on est en capacité de l'accompagner, et que ça fonctionne, et que c'est populaire, et qu'il y a du monde, je suis évidemment le plus heureux des maires. Merci, Gilles.
Avec votre accord pour ces trois conventions ? Très bien, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Caroline, tu reprends la main, s'il te plaît, sur une convention de délégation entre Izon et la C.A.L.I.

- 8. Convention de délégation entre la commune et la CALI – AMI pour la mise à disposition de scooters en libre-service**
- 9. Droits d'occupation et d'utilisation du domaine public accordés à la SAS EDOG pour le stationnement de deux scooters électriques**

Mme GLIZE : Oui. Une convention de délégation concernant les mobilités et les mobilités durables. Considérant donc la volonté politique de notre municipalité à encourager la pratique de mobilités durables, et qui sont un enjeu environnemental et économique, nous accompagnons et nous souhaitons encourager les démarches entreprises par la C.A.L.I. sur le déploiement de scooters électriques en libre-service. Et donc il a été formalisé par une convention des modalités d'occupation du domaine public. La C.A.L.I., après avoir fait l'A.M.I., nous demande d'accueillir ces scooters électriques sur la commune d'Izon et dans un premier temps de signer cette convention de délégation pour le choix de la société ; et par la suite, de signer également un droit d'occupation du domaine public pour les positionnements des deux scooters. Précisant qu'il ne s'agit pas de stations d'accueil électriques. C'est sur le même principe que les vélos actuellement sur le parc izonnais ; ce sont des scooters électriques à batterie, qui seront changés par la société EDOG.

Donc il vous est demandé dans un premier temps d'autoriser la convention avec la C.A.L.I. et EDOG et, dans un second temps, d'autoriser l'occupation du domaine public. Donc les deux sites seront sur la mairie, le parking de la mairie à côté des vélos ; et le second site, c'est celui d'Anglumeau, à côté des vélos également, devant l'usine, entre SOUCHON et DISCAC, merci.

M. DE LAUNAY : Des questions ? Non ? Je remercie la C.A.L.I. de cette politique intercommunale de développement de l'offre de transport. Ce n'est qu'un début. J'espère que ça va se développer.

Vous avez bien compris qu'on avait deux délibérations, donc, en une, OK ? Je peux passer les deux en même temps, avec votre accord ? C'est OK pour tout le monde pour ces deux délib. ? Oui, je t'en prie. Le micro. Micro, s'il vous plaît.

M. EMERIAU : La question qu'on pourrait se poser par rapport à ça, c'est pourquoi on ne demanderait pas en même temps pour les trottinettes électriques ?

M. DE LAUNAY : C'est une bonne question. Je la relaierai. Pas de problème. Ça peut faire débat. En tout cas, là, on a trouvé un opérateur sur du scooter électrique, on n'a pas trouvé d'opérateur sur les trottinettes, mais pourquoi pas, en tout cas ça pourrait répondre à une demande. Ce n'est pas sans danger, quoi. Enfin, ce n'est pas sans danger, ce n'est pas sans danger, ce n'est pas sans danger, on va le dire comme ça. Pas forcément sur Izon, mais en mieux davantage urbanisé, je songe à Libourne en particulier. En tout cas, typiquement sur Bordeaux, ce n'est pas toujours bien vécu, par les piétons notamment, voilà. Ou les automobilistes. C'est OK pour tout le monde ? Je peux passer ces deux délib. au vote ? Avec votre accord ? C'est OK ? Unanimité. C'est parfait, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Joël, je te laisse la main maintenant, s'agissant de l'instauration d'amendes administratives forfaitaires pour dépôts sauvages et incivilités. Je t'en prie, Joël.

10. Gestion des dépôts sauvages : création des tarifs des amendes administratives

M. MASSY : Oui, merci. Bonsoir à tous. IL a été constaté malheureusement qu'il y a eu plusieurs dépôts sauvages sur la commune et que ça devient de plus en plus souvent. Donc il y a une atteinte de la salubrité et de l'environnement. Et dans ce cadre, il a été envisagé la création de tarifs d'amendes administratives qui peuvent avoir un effet dissuasif lors des interventions des agents de police ; et afin de lutter contre ces infractions, de dissuader les auteurs et de permettre aux agents de la police municipale, suite à des constatations des dépôts sauvages, de verbaliser.

Donc un tableau, vous l'avez tous sous les yeux. Ces amendes peuvent être cumulatives en fonction de la situation géographique, du type de déchets et du volume de déchets. Et en cas de récidive aussi. Donc vous avez le tableau avec plusieurs amendes, je vais en citer quelques-unes, hein.

Dans le cas de type de déchets, par exemple pour tout ce qui est produits chimiques, ça s'élèverait à 300 €.

Et s'il y a du volume, on augmenterait cette amende au fur et à mesure.

Donc il est demandé aujourd'hui d'instaurer le principe d'amendes administratives forfaitaires, conformément au tableau que vous avez sous les yeux.

M. DE LAUNAY : Des questions, peut-être ? Ou des réactions ? Non, pas de réaction ? M. VEYSSIÈRE, vous êtes OK ? Le micro, s'il vous plaît. Le micro, s'il vous plaît.

M. VEYSSIÈRE : Ouais, je suis OK sur le principe de l'amende. Mais ce qui est insupportable, c'est le comportement du SMICVAL, c'est tout. Voilà, ce que je voulais dire.

M. DE LAUNAY : Je partage. Je partage, M. VEYSSIÈRE. Je confirme que la politique menée par le SMICVAL est effectivement insupportable. Le comportement, je ne sais pas, mais la politique, insupportable, ça, c'est sûr. Mais c'est comme ça. C'est comme ça, voilà. En tout cas, on crée ces amendes administratives en espérant qu'elles soient dissuasives. Et puis par ailleurs, ben si elles ne l'ont pas été et qu'on arrive à mettre la main sur les auteurs de ces incivilités, voire de ces délits, voire de ces délits, hein, voire de ces délits, ça me ferait du bien de pouvoir coller 3 000 € d'amende quand même à celui qui a posé ses pneus route d'Anglade.

Soit dit en passant, je l'ai dit en Commission, mais je le répète ici publiquement, nous avons identifié donc les auteurs de ceux qui ont laissé 250 pneus dans la nature à Izon. Évidemment, une fois qu'on les a identifiés, il reste à les sanctionner et ce n'est pas moi qui pourrais les sanctionner. Donc j'espère bien que la justice passera, quoi, voilà. Mais là... Déjà, on va croiser les doigts pour que ce ne soit pas classé sans suite, déjà. Et puis on verra le reste.

Mais vous voyez, sur ce délit, là, ben avant même la sanction pénale, au titre d'une amende administrative déjà, ils auraient pu prendre... j'ai fait le calcul la dernière fois, on n'était pas loin de 4 000 €, je crois. Alors je veux dire, ce n'est pas grand-chose. Les pneus, là, on en a eu... parce que nous, les pneus, évidemment on ne les balance pas après, on les ramène dans une entreprise qui les recycle. Et ça nous a coûté, alors je n'ai plus... je crois qu'on n'est pas loin de 2 000 €, quand même, pour venir les chercher, les amener là-bas et les recycler. Bon, et puis après il y a aussi des petits comportements, vous voyez, c'est sûr. Il y a quelques zones de points de collecte de bouteilles de verre par exemple sur Izon, toutes les semaines je passe, le lundi il y a des déchets. Je me dis : « Mais qu'est-ce qu'ils ont dans la tronche les gens qui font ça ? » Qu'est-ce qu'ils ont dans la tronche ? Ils ne mettent même pas des bouteilles de verre, quoi, il y en a qui laissent leurs merdes, là, pardon de le dire comme ça, au pied des bornes de SMICVAL. Bon, ben ça, juste ça, c'est 100 €. Et comme sur toutes les bornes maintenant il y a des caméras, ou presque, ben je leur souhaite bien du courage ou de la folie s'ils veulent poser des déchets, enfin je veux dire, voilà, bon. Navrant. Navrant, mais c'est une réalité. C'est une réalité. C'est une exception, hein, ces comportements sont exceptionnels, hein, il n'y a que quelques, quelques, personnes qui agissent de cette manière. Mais il faut absolument, voilà, qu'on agisse ; pour une minorité, qu'on agisse.

Mme FLOIRAT-RATTE : Je voulais aussi intervenir par rapport, alors sans parler des amendes, mais ne serait-ce que des actes d'incivilités. Quand on voit le week-end où on a organisé la collecte de déchets dans les palus avec le Conseil municipal des enfants, on a également fait au niveau de la rue de la Lande et rue des Maures, rue des Écoles, une benne entière du camion de la mairie a été ramassée. Et on n'a pas eu le temps de finir, parce que l'heure tournait, mais ça serait à refaire. Et quand on voit tout ce qu'on a ramassé comme canettes, comme bouteilles de verre, des poches poubelles remplies d'herbe, des tracteurs, enfin des jouets d'enfant, des capots de voitures, enfin on a ramassé de tout. Et ça, ça ne sera pas puni. Mais n'empêche que ça peut l'être si les gens sont surpris en train de le faire. Et c'est vrai que voilà, c'est rappeler aux gens que les poubelles, on les garde dans sa voiture, on ne les jette pas par la fenêtre et on les jette à la maison. Parce que ça nous semble, mais complètement ahurissant.

M. DE LAUNAY : Bien. Merci de ce rappel. Et merci au Conseil municipal des enfants de cette très belle initiative.

C'est OK pour tout le monde ? Je passe au vote, les sanctions administratives, là ? C'est OK pour tout le monde ? Avec votre accord ? Unanimité ? Très bien, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

11. Convention servitude ENEDIS Avenue du Général de Gaulle

M. DE LAUNAY : Autre délibération, s'agissant d'une convention d'implantation d'une ligne électrique souterraine avenue du Général de Gaulle, c'est ça ? C'est déjà fait ? Ouais, c'est déjà fait. C'est déjà fait, c'est une espèce de régularisation. C'est pour la cantine, pour renforcer le réseau électrique de la cantine. On a procédé aux travaux pendant les vacances. Je n'allais pas convoquer un Conseil municipal, vous êtes d'accord avec moi, en plein mois d'août, juste pour une convention avec ENEDIS. Pour faire les travaux devant l'école. J'ai bien fait quand même de ne pas vous convoquer au mois d'août.
Très bien. Avec votre accord ? C'est OK ? Très bien, je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Délibérations maintenant, trois délibérations qui se ressemblent au sujet donc d'acquisitions de parcelles de terrain.

12. Acquisitions parcelles de terrains – Consorts GIRAC

M. DE LAUNAY : D'abord une première parcelle que la commune souhaite acquérir avenue du Général de Gaulle aux consorts GIRAC. Alors c'est une parcelle d'abord, pour la situer, pour que tout le monde la situe, c'est la parcelle qui est en bord de Canterane, en face du lotissement le Bordieu de Daguey ; grosso modo à peu près en face de chez Mme TURC et le garage, enfin l'ex-garage, pardon, au temps pour moi.

Parcelle boisée qui fait à peu près 9 000 mètres carrés ; parcelle qui n'est pas constructible, parcelle qui ne sera jamais constructible ; parcelle qui sert à l'expansion des eaux du Canterane quand le Canterane est en surcharge.

Et c'est une parcelle sur laquelle on souhaiterait d'abord replanter des arbres qui absorbent un petit peu l'eau quand il y a des surplus d'eau. Et par ailleurs, c'est une parcelle qui pourrait servir de parking, notamment les jours de mariage, de baptême, d'enterrement, quand il y a du monde à l'église. C'est quand même une demande de pas mal d'Izonnais. Et donc on ferait un parking non imperméabilisé, j'insiste, hein ; il ne serait pas bitumé, il serait totalement naturel. Mais ça pourrait rendre service, sachant qu'il y a déjà un petit pont qui conduit à cette parcelle. Donc voilà. Je vous propose donc d'acquérir cette parcelle d'une superficie de 8 836 mètres carrés, pour un prix de 25 000 € auprès des consorts GIRAC.

C'est un projet sur lequel on a également comme ambition, mais là ça ne dépend pas que de nous, de construire, enfin, de construire, de creuser un petit bassin de rétention naturelle un peu plus profond que ce qui existe ; parce qu'une fois encore, quand le Canterane est en surcharge, ça pourrait nous rendre bien des services d'avoir ce bassin de rétention naturelle, cette zone d'expansion naturelle ; qui correspond, au demeurant, à une des actions qu'on envisage dans le cadre du Plan paysages.

Y a-t-il des questions, des remarques peut-être, sur ce premier projet d'acquisition de parcelle ? C'est OK pour tout le monde ? Je le passe au vote. Avec votre accord ? Unanimité, c'est parfait. Je vous remercie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

13.Acquisition de parcelles de terrains – Consorts BILLAC

M. DE LAUNAY : Deuxième acquisition de parcelle, cette fois-ci à l'entrée ouest d'Izon, à la frontière entre Izon et Saint-Sulpice-Cameyrac.

Une parcelle d'une superficie de 6 351 mètres carrés que je vous propose d'acquérir à l'euro symbolique, qui appartient aux consorts BILLAC, que je remercie bien chaleureusement.

L'acquisition de cette parcelle, là encore elle ne sera jamais constructible, vise tout simplement à agrandir en quelque sorte le terrain de jeux, je ne sais pas si je peux le dire comme ça, le terrain de jeux de l'association le Bouchon izonnais. Alors ça ne leur offrirait pas un plan d'eau supplémentaire, mais en tout cas davantage d'espace pour se garer, pour taper la belote ou un petit barbecue le dimanche. En tout cas on a besoin de cette parcelle pour que, voilà, ils sont un petit peu à l'étroit. À l'euro symbolique, évidemment, ça ne nous coûte rien. Ça nous coûtera quand même en fonctionnement, parce qu'il y a quand même un travail, il faut quand même nettoyer un peu la parcelle, il y a des arbres qui sont mal en point, mais c'est une parcelle boisée plutôt intéressante.

Et on ne sait jamais, peut-être qu'un jour le comité d'entreprise, enfin le CSE de MICHELIN va vendre son lac, son étang ; auquel cas, on aura la connexion directe avec l'étang de MICHELIN. Je rêverais que le CSE de MICHELIN, un jour, nous vende cet étang qui est absolument remarquable.

Voilà, donc je vous propose d'acquérir cette parcelle pour l'euro symbolique. C'est OK pour tout le monde ? Avec votre accord ? Très bien.

Et merci au Bouchon izonnais. Bouchon izonnais qui est vraiment une association phare à Izon et qui, par ailleurs, je le dis devant Anne-Marie SARRAZIN en particulier, qui joue vraiment le jeu – Gilles, hein, tu confirmeras s'agissant du C.L.A.S., des gamins du C.L.A.S. – qui accueille régulièrement ces gamins ; et donc c'est vraiment une association qui est très, très généreuse ; association de pêche donc, le Bouchon izonnais, qui est très, très généreuse et avec qui on travaille en parfaite entente.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

14.Acquisition d'une parcelle de terrain – Consort HERVÉ

M. DE LAUNAY : Dernière acquisition de parcelle, cette fois-ci aux consorts HERVÉ.

Il s'agit de la parcelle qui est entre le Diagonal, l'ex-Diagonal et l'allée des Pavillons. Parcelle boisée d'une superficie de 9 244 mètres carrés, qui appartient donc à M. Frédéric HERVÉ.

Et je me suis mis d'accord avec M. Frédéric HERVÉ, autour d'un prix de 50 000 €. Alors, c'est un peu plus cher, certes, mais c'est une parcelle sur laquelle on compte une cinquantaine de chênes, de chênes centenaires. Alors ceci explique le prix de la parcelle.

Cette parcelle, je le redis, ne sera pas constructible, elle restera à l'état naturel, et nous servira à faire une espèce de petit parc boisé, à agrandir un petit peu l'allée des Pavillons qui est remarquable, dans un espace boisé. Il y a certainement un projet paysager de qualité qui verra le jour là-bas, avec peut-être l'implantation de quelques jeux supplémentaires pour les gamins ; si bien qu'on ne nous fera pas le procès de perturber la tranquillité de deux riverains, hein, je précise qu'il n'y a que deux riverains qui reprochent aux enfants de perturber leur tranquillité.

En tout cas, voilà, je pense qu'on a vraiment besoin de cette parcelle. C'est une parcelle structurante pour l'aménagement de l'espace public izonnais. 50 000 €, ce n'est pas donné pour une parcelle en zone naturelle, j'en conviens. C'est deux fois plus cher que GIRAC par exemple, à superficie équivalente. Mais ce n'est pas la même parcelle, elle est bien mieux placée, il y a des chênes dessus, elle est près de l'allée des Pavillons, donc on en a absolument besoin. Des remarques ? Des questions ? C'est OK pour tout le monde ? Avec votre accord ? Je vous remercie de cette unanimité.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

15. Convention tripartite relative aux mesures compensatoires – dossier DARTES

M. DE LAUNAY : Autre délibération, convention tripartite relative aux mesures compensatoires. Donc vous savez que DARTES, entreprise spécialisée dans la logistique des vins et spiritueux, s'implante à Izon, zone d'Anglumeau, sur un terrain qui était concerné par une zone humide. On a conventionné avec DARTES pour qu'il compense, en quelque sorte, sur des zones de compensation parce qu'il y avait atteinte à des zones humides sur Anglumeau, on a conventionné avec eux. Lorsqu'on a conventionné avec eux, on a oublié, c'est une erreur matérielle, on a oublié de préciser dans les délibérations qu'il y avait deux parcelles, les parcelles BD 321 et BD 315, donc deux parcelles pour une superficie totale de 7 372 mètres carrés... non, ça, c'est les parcelles de la C.A.L.I., c'est OK, et une parcelle qui appartient à Izon, la BH2 et BH10 pour une superficie de 8 550 mètres carrés.

En gros, il s'agit de régularisation, j'insiste, il n'y a rien de nouveau, il s'agit juste de régulariser ce qui a déjà été fait, voilà.

Pas de question sur le sujet ? C'est OK ? Je la passe au vote. Unanimité ? Votre accord, c'est bon ? Merci beaucoup.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Un peu de fraîcheur, s'il vous plaît, je laisse la main à Virginie VIDORRETA. On va faire un peu de culture, s'il vous plaît, ça va nous faire du bien. Virginie, je te laisse rapporter au sujet de conventions avec des propriétaires pour la pose de panneaux de photos. Je t'en prie, Virginie, tu as la parole.

16. Conventions propriétés privées – pose panneaux photos Pauline

Mme VIDORRETA : Alors depuis plus de deux ans, nous avons commencé un projet de valorisation du patrimoine izonnais avec la Commission extra-municipale sur le patrimoine. Et pour cela, nous avons travaillé avec un photographe izonnais, M. PAULINE, qui a fait un projet autour des cartes postales d'autrefois d'Izon et qui les a superposées sur la réalité. Donc ils sont installés depuis plus de deux ans sur les grilles de l'église, et nous les avons installés, là, pour les Journées du Patrimoine, à l'endroit où la photo a été prise autrefois et aujourd'hui aussi.

Pour cela, nous avons eu besoin de demander à des particuliers d'accepter les affichages soit sur leur mur ou alors à plusieurs endroits. Donc nous demandons l'autorisation à monsieur le maire de signer des conventions avec ces propriétaires pour que ces affichages... enfin, soient implantés et d'autres seront implantés.

Et nous invitons aussi tous les Izonnais à venir voir ces beaux affichages et à scanner les QR Codes où Mimi MESSIER a été enregistrée, pour ceux qui la connaissent. Elle a été interviewée par deux conseillères municipales des jeunes, qui l'ont interviewée sur la vie d'autrefois à Izon. Donc, si on scanne le QR Code, on entend la voix de Mimi qui parle du Izon d'autrefois, les enfants et aussi un hymne a été écrit par des enfants d'Izon à la médiathèque. Donc il y a plein de choses à écouter en se baladant dans le centre-bourg.

M. DE LAUNAY : Oui, merci beaucoup, Virginie. Donc vraiment j'insiste pour dire que ce projet consiste en gros à confronter Izon d'aujourd'hui et le Izon d'autrefois, et à transmettre la mémoire d'Izon. Donc ce projet effectivement, qui est né il y a deux ans, est quasiment abouti aujourd'hui. Et, on ne le dit pas assez, il y a par ailleurs, au-delà de ces photos, et je remercie M. PAULINE et Virginie, il y a par ailleurs ces petites capsules sonores réalisées en lien avec Mimi MESSIER et des enfants du Conseil municipal des enfants. Et c'est à pleurer. Donc je vous invite vraiment à aller écouter ces bandes sonores. C'est très émouvant d'entendre Mimi MESSIER conter la vie d'autrefois à des gamins d'aujourd'hui, à partir de photos d'autrefois, sur lesquelles sont juxtaposées des photos d'aujourd'hui, voilà. C'est une idée géniale, merci, Virginie, et une réalisation, une mise en œuvre absolument remarquable. J'espère bien qu'autour de ce concept, de cette méthode, là, que l'idée va essaimer en quelque sorte. Et je suis persuadé qu'on peut aller encore plus loin avec cette même technique. C'est des choses très simples, hein, qui sont à portée de main, qui sont très originales et qui sont de qualité. Donc merci beaucoup de ce travail.

Merci à Guillaume MARTIAL qui a enregistré, qui a interviewé les gamins. L'hymne d'Izon écrit par des gamins, ce n'est pas l'hymne d'Izon, Guillaume MARTIAL, musicien professionnel. Lui, il a composé la musique, la mélodie, mais il a confié à des gamins la composition, le choix des paroles. Donc on peut discuter des paroles, évidemment, on peut trouver que ce n'est peut-être pas pertinent de parler de lac à Izon quand il s'agit d'étang, c'est un exemple, vous voyez, je l'ai entendu de la part de quelqu'un. Mais il n'empêche que le texte, la mélodie, la générosité de cet hymne, tout ça est très émouvant.

On en a eu une démonstration à l'occasion des Journées du Patrimoine où j'ai senti le public touché, touché par cet hymne et par la voix de Mimi MESSIER. Et donc j'invite vraiment tout le monde à aller écouter cet hymne.

Vous pouvez accéder aux bandes sonores, capsules sonores, sur le site internet de la mairie pour ceux qui vont sur le site internet de la mairie ; je crois bien, en tout cas c'est censé avoir été fait, je crois que c'est fait ; je ne suis pas allé vérifier, mais je crois bien que c'est présent sur le site internet.

Et merci, Mimi MESSIER, je vous embrasse très, très fort. On vous embrasse, on vous embrasse très, très fort.

Je passe la convention au vote. C'est OK pour tout le monde ? Très bien. Merci beaucoup, Virginie.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Delphine, tu prends la parole, s'il te plaît, au sujet de l'adoption du tableau de financement proposé par le Conseil départemental de la Gironde, merci au Conseil départemental, dans le cadre de la convention d'aménagement d'école. Gros, gros sujet. Gros, gros sujet qui va nous mobiliser au cours des années qui arrivent. Je t'en prie, Delphine.

17. Adoption du tableau de financement proposé par le Conseil Départemental de la Gironde : dispositif de Convention d'Aménagement d'École (CAE)

Mme FLOIRAT-RATTE : Oui. Alors en fait, il est nécessaire de faire des travaux au sein de l'école puisque, comme vous le savez, la commune est amenée à s'accroître encore plus. Et donc nous avons voulu profiter de subventions proposées par le Conseil départemental. Et donc dans le cadre d'une convention d'aménagement des écoles, nous avons mis en place un comité de pilotage avec les parents d'élèves, les enseignants, les A.T.S.E.M., le périscolaire, le Département et le cabinet d'architecte qui a suivi, qui a réalisé tout ce projet, qui s'appelle le cabinet Métaphore. Donc à la suite de ce COPIL, il a été créé différentes fiches actions pour prévoir des travaux au sein de l'école, notamment l'agrandissement des réfectoires de la cantine, du restaurant scolaire. La création de bâtiments au niveau de la maternelle pour que la maternelle puisse dégager des classes qu'elles occupent actuellement au sein de l'élémentaire ; il y a également des préfabriqués, enfin des modulaires, et donc du coup il y aurait cette création de bâtiments. La rénovation des bâtiments existants, puisqu'en fait il y a de gros, gros travaux à faire pour diminuer les charges au niveau de l'énergie. Il y a des travaux également à faire au niveau des écoles, comme on disait tout à l'heure, pour désimpermeabiliser les cours. Bref, tout ceci nous amène à de gros travaux à faire sur un montant total de plus de 6 520 825 €. Donc ça fait de gros travaux qui seraient réalisés sur une période de trois ans, on espère, quatre ans, à compter de 2026. Et le Département nous accompagnerait pour un montant de 528 730 €.

Donc ce soir on demande d'approuver ce tableau de financement et d'autoriser monsieur le maire à signer tous les documents nécessaires.

M. DE LAUNAY : Y a-t-il des questions peut-être sur ce gros sujet, hein, qui vraiment va mobiliser les finances municipales, notamment sur un plan pluriannuel ? Je vous en prie, Mme...

Mme FONTAINE : Oui, c'est le montant de cette subvention dont on discute ce soir ? C'est bien ça ?

Mme FLOIRAT-RATTE : Oui.

Mme FONTAINE : Les finances du Département étant ce qu'elles sont à l'heure actuelle, ce financement est-il vraiment assuré ? Puisque, quand même, même si c'est un peu plus de 500 000 €, cela est loin de couvrir la totalité du budget qui est énorme, et sur lequel on peut se poser la question des possibilités de la commune de réaliser ce projet.

M. DE LAUNAY : Alors, je me permets, Delphine, hein. D'abord on parle de la restructuration du groupe scolaire d'Izon pour les 30 ans qui viennent. C'est ça, le sujet. C'est quelle école pour Izon pour les 30 ans qui viennent, voilà.

C'est un sujet qui a été exposé, Delphine l'a dit et l'a bien dit, avec les parents d'élèves, la communauté éducative, vous-même, vous étiez présente en personne, je crois, sauf erreur. Donc il y a un COPIL qui a été constitué sur le sujet. Deux scénarii principalement, une nouvelle école ailleurs ou est-ce qu'on fait sur cette école. On a expliqué aux gens le pour, le contre, etc. On s'est calé, on s'est accordé pour dire : on restructure cette école, c'est ce qu'il y a de plus pertinent.

Et après, il y a un cadre législatif qui est mouvant, et notamment un cadre législatif qui nous oblige, et c'est une bonne chose, je pense, qui nous oblige à faire de gros efforts d'économie d'énergie. Et, évidemment, ce sont des travaux de réhabilitation, des travaux qui coûtent très cher, bon. C'est ça, le sujet. C'est l'école des 30 ans qui viennent. Là, on refait une école pour 30 ans.

Considérant que la centralité de cette école est un atout pour les enfants, dans l'intérêt des enfants. Considérant que la centralité de cette école ; quand je dis la centralité, c'est l'école est inscrite géographiquement à côté des infrastructures sportives, à côté des infrastructures culturelles et à côté de parkings qui ont plusieurs fonctions tout au long de la journée, on a considéré, on a estimé, en lien avec le COPIL, qu'investir dans cette école était la solution la plus opportune, la plus efficiente.

Le Département a pour habitude d'accompagner les collectivités qui refont leur école ou qui créent de nouvelles écoles. Le Département généreux a cette habitude depuis des dizaines d'années. Le Département, vous l'avez dit, rencontre de grosses difficultés financières, qui ne sont pas dues à une mauvaise gestion du Département, je le dis tout de suite, hein ; qui sont propres à tous les Conseils départementaux, à tous les Départements de France ; qui sont dues à une augmentation des charges par transfert de compétences obligatoires, je n'ose pas dire parce que l'État se défait sur les Départements, mais c'est la vérité, alors qu'il n'accorde pas aux Départements les moyens de faire face à ces charges supplémentaires, et ce sont des charges, la plupart, qui relèvent de l'action sociale, sans transfert de recettes c'est très compliqué pour les Départements.

Malgré cela, le Département maintient ce dispositif de convention d'aménagement d'école. Et pour répondre à votre question directement, ce soir il est question de délibérer sur le montant des subventions que le Département nous accorderait. Et si vous en êtes d'accord, si on se met d'accord ce soir sur ce montant, je vous le dis, le Département honorera sa parole. À moins que le Département soit supprimé, hein. Mais là, vous voyez, évidemment je ne sais pas ce que fera le prochain président de la République, voilà. En tout cas, celui en place avait pour ambition de supprimer l'échelon départemental. D'autres en place aujourd'hui au gouvernement ont la même ambition. Si ça se trouve, le débat qu'on a là, vous voyez, ben il sera réglé dans trois ans parce que, si ça se trouve, dans trois ans on dira : « Fini, les départements. » Mais en tout cas, tant qu'il y aura un département de la Gironde, le Département, oui, pour répondre à votre question, le Département honorera sa parole et le Département va nous accompagner sur ce sujet, sur cette restructuration.

Par ailleurs, par ailleurs, il est bien évident que je ne vous demande pas ce soir d'approuver tout le tableau de financement de cette opération. On ne va pas se contenter, bien évidemment, des seules subventions du Département. On va aller chercher des subventions également, et beaucoup, je l'espère, du côté de l'État. Alors évidemment, ce n'est pas le bon moment pour taper à la porte de l'État, vous avez compris qu'en ce moment, je n'ose pas le dire, mais voilà, en ce moment c'est un peu compliqué, mais évidemment qu'on va y aller. On va y aller. J'ai commencé à en parler, à sonder le Sous-Préfet sur le sujet, voilà. Sur les travaux de rénovation thermique par exemple, on peut espérer, alors si évidemment ils arrêtent de taper dans le Fonds vert, hein, on peut espérer que le Fonds vert nous accompagne de manière très ambitieuse.

Et puis je vous l'ai dit en Commission, on a phasé les travaux. On a phasé cette restructuration. Et donc on l'a phasée de la manière la plus intelligente possible. C'est-à-dire on commence parce que est absolument indispensable, nécessaire ; et puis progressivement on va sur ce qui l'est un peu moins, mais qui l'est quand même ; et puis on finit, on termine in fine par ce qui n'est pas nécessaire, ce qui serait utile, hein, mais pas nécessaire. Et donc on se laisse ces marges de manœuvre pour éventuellement ajuster notre budget, voilà. Donc là, quand Delphine parle de six millions, évidemment c'est colossal. Mais je ne suis pas certain qu'on termine à six millions. Si ça se trouve, on va s'arrêter à quatre. Et si ça se trouve, on aura, sur les quatre, deux millions de subventions. Et j'espère, en tout cas, deux millions de subventions sur ce projet. J'ose lâcher le chiffre. Alors évidemment, ça ne dépend pas de moi, hein, ça dépend de l'aide que va nous apporter l'État. Mais sur trois, quatre ans peut-être, même quatre ans de subventions cumulées, j'espère bien deux millions de subventions a minima sur ce projet de restructuration. Voilà. J'ai répondu à vos questions, à peu près ?

Mme FONTAINE : Oui, c'est des éclaircissements qui, je pense, étaient nécessaires.

M. DE LAUNAY : Très bien, je vous remercie. Tu veux rajouter quelque chose, Delphine, peut-être ? C'est OK ? Bien je passe ce tableau de financement, cette délib. au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien. Je vous remercie de cette unanimité.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Virginie, tu reprends la main, Virginie VIDORRETA, au sujet de l'adoption d'une charte de mécénat, puis de l'adoption d'une convention de mise en place d'un mécénat culturel. Tu peux peut-être présenter le projet dans sa globalité si tu veux, et je distinguerai ensuite les deux délibérations. Je t'en prie.

18. Adoption d'une charte de mécénat

19. Convention de mise en place d'un mécénat culturel • Décisions du Maire Informations diverses

Mme VIDORRETA : Alors, pour faire suite à notre travail sur le patrimoine, nous nous sommes arrêtés sur une carte postale qui est connue de certains, mais pas de tous les Izonnais. C'est la carte postale d'une Statue de la Liberté qui était, il y a 100 ans, derrière l'église d'Izon. Donc Mimi nous en a parlé. Et on s'est dit que ça serait quand même une bonne idée de refaire cette Statue de la Liberté avec monsieur le maire. Et le souci, c'était que cette Statue de la Liberté n'était pas celle de Bartoldi, et de Paris, et de New York. C'était une autre. C'était celle typiquement d'Izon.

Donc on a fait un long chemin pour comprendre comment elle avait pu être construite. Il y a très peu de traces historiques d'archive sur cette statue. Mais on a trouvé sûrement un moyen de parvenir à la reproduire, cette Statue de la Liberté.

Sauf que, forcément, là, les budgets ne sont plus les mêmes que nos affiches. Donc on s'est dit qu'on allait inclure le maximum de personnes autour de ce projet, parce que c'est un beau projet, il nous semble, de construire une Statue de la Liberté, ce qu'elle représente et ce qu'elle a pu représenter à Izon, et pourquoi un Izonnais a offert cette statue, dans son histoire, à sa ville natale. Donc on a souhaité ouvrir cette participation de cette construction de cette Statue de la Liberté au mécénat.

Donc avec les agents de la Mairie, nous avons élaboré une charte de mécénat qui permettrait de réguler, en fait, les règles, oui, de réguler, donc ; de réguler les dons des entreprises pour cette...

M. DE LAUNAY : Ou des particuliers.

Mme VIDORRETA : Ou des particuliers. Donc en fait, chaque Izonnais pourrait participer aussi, les entreprises, mais dans les règles que nous, on avait envie d'établir. C'est-à-dire une charte éthique, où on ne prendrait pas n'importe qui, qui pourrait nous aider, en fait, pour ainsi dire. Voilà.

Donc les agents de la municipalité ont établi une charte que nous aimerions proposer au maximum de personnes, aux Izonnais, aux entreprises d'Izon. Donc nous faisons un appel aux entreprises d'Izon. Nous préparons un fascicule pour expliquer aussi l'histoire de cette Statue de la Liberté, pour que ce soit un projet aussi collectif de tous les habitants, voilà.

M. DE LAUNAY : C'est parfait, Virginie. Donc on vous propose ce soir, d'abord l'adoption d'une charte de mécénat, et ensuite l'adoption d'une convention type de mise en place d'un mécénat culturel. Je passe les deux délibérations. en même temps.

Je précise que l'objectif, quand même, si on parle de la Statue de la Liberté, c'est que l'équipe en place, quelle qu'elle soit, puisse inaugurer, célébrer cette nouvelle Statue de la Liberté et qui serait une réplique de l'ancienne, le 14 juillet 1926... non, 2026, le 14 juillet 2026. C'est l'objectif. Donc ça arrive vite. Le montant, tu n'as pas parlé de montant, je le dis, je me sens obligé de le dire, quand même, pour l'instant on est sur du 80 000 €. Ce n'est pas rien, quand même. 80 000 € TTC pour la statue, le socle. Ce n'est pas rien, quand même, 80 000 € pour une statue. Et on souhaite la présence de Kamala HARRIS pour l'inauguration et surtout pas de Donald TRUMP. Et donc on invitera Kamala et Barrack, et Michel. On se contentera de Michel. On se contentera de Michel. Mais je ne sais pas si on sera encore là, mais en tout cas l'équipe suivante aura l'honneur, je l'espère, d'inaugurer cette nouvelle Statue de la Liberté. Soit un siècle après, vous l'avez compris, un siècle après la première inauguration ; puisque, bon, il y a différentes sources, mais en tout cas je maintiens que ça a été inauguré le 14 juillet 1926. Donc symboliquement, il serait très intéressant qu'un siècle plus tard, en présence de nos amis allemands aussi, parce qu'évidemment il faut le dire, c'est pendant l'Occupation que cette statue a été déboulonnée. Et donc ça serait symboliquement très fort qu'il y ait à la fois des amis allemands de Diemelstadt qui soient là, mon collègue allemand, peut-être, de Diemelstadt ou je ne serais peut-être plus là, moi, mais d'autres ; et des représentants du consulat des États-Unis, peut-être pas la présidente des États-Unis, mais au moins des représentants du consulat des États-Unis, pour célébrer cette Statue de la Liberté izonnaise. Voilà.

Y a-t-il des questions peut-être sur ce projet ? Sur ces deux conventions, adoptions ? Je t'en prie. Le micro, s'il te plaît. Vraiment, le micro s'il te plaît, parce que sinon tu n'es pas enregistré, en fait.

M. PRUVOST : Juste une petite remarque parce que tu as parlé de Diemelstadt. Je voulais simplement, ça ne fait pas partie de l'ordre du jour, dire que le CEI doit avoir lieu très bientôt à Izon, seront présents quatre représentants d'entreprises de Diemelstadt, qui vont visiter, essayer peut-être de nouer des liens avec nos entreprises à nous. Et par ailleurs, nous autres du jumelage), nos amis allemands ont la gentillesse de nous envoyer certaines de leurs spécialités qui seront offertes. Je ne vous cache pas qu'il s'agira certainement, de charcuterie et de bière mais bon, c'est ainsi. Et je voulais simplement par là vous dire aussi que le jumelage avec l'Allemagne ou avec l'Espagne commence à prendre vraiment tournure.

M. DE LAUNAY : Très bien. Merci de ce rappel, effectivement. Et j'invite les Izonnais à aller au... je ne sais pas si on peut dire le salon du club des entreprises d'Izon ? Le forum ? Ils appellent ça le forum cette année. Le forum, en tout cas, qui aura lieu... la date en octobre c'est le troisième week-end d'octobre, je crois, ou le quatrième peut-être. Le 26 octobre, voilà. Ah, pardon, 19, tu vois. 19, merci. Donc j'avais raison, c'est bien le troisième week-end d'octobre, le 19, à la salle des fêtes, sur deux jours. J'invite les Izonnais, vraiment, à aller à la rencontre des entrepreneurs izonnais. Et effectivement, il y aura par ailleurs, en hommage aux entrepreneurs de Diemelstadt et au comité de jumelage, en lien avec le comité de jumelage et le club des entreprises, il y aura une soirée au Domaine de Birot, je crois, sauf erreur de ma part, le samedi soir ; modestement appelée Oktoberfest. Il y aura certainement de la choucroute et de la bière. Très probablement, choucroute-bière au menu. Donc, n'hésitez pas à y aller. Merci de cette intervention, Gilles.

Je passe, s'il vous plaît, les deux délibérations au vote. Je ne l'ai pas fait, je crois, c'est ça, hein ? Je passe les deux délibérations au vote. Donc d'abord la charte du mécénat. Avec votre accord ? Unanimité ? C'est OK ? Très bien, je vous remercie. Puis la convention de mise en place d'un mécénat culturel. C'est OK pour tout le monde ? Très bien, je vous remercie.

Les deux délibérations sont adoptées à l'unanimité.

M. DE LAUNAY : Je suis censé vous faire état de décisions du maire, mais alors qu'est-ce que c'est pénible, ça. Je crois que ce n'est pas obligatoire, en fait. À partir du moment où elles étaient avec les pièces jointes dans la convocation, vous êtes censés en avoir pris connaissance. Je vous pose la question, avez-vous des interrogations sur ces décisions, qui concernent grosso modo les marchés publics, la modification de quelques euros du montant attribué par le Département dans le cadre de la subvention FDEC et du changement de prestataire au restaurant scolaire. C'est bon ? C'est OK pour tout le monde ? Très bien, je vous remercie. Je vous souhaite une très belle soirée. À très bientôt. Au revoir.